



LA RÉGRESSION SOCIALE NE SE NÉGOCIE PAS : ELLE SE COMBAT !!!

Les mesures gouvernementales annoncées sur le pouvoir d'achat ne répondent en rien à l'urgence sociale. La loi votée cet été se contente de mesurètes et renonce encore et toujours à mettre à contribution les profits.

Rien sur les salaires dans le privé, les maigres revalorisations du point d'indice des fonctionnaires ou des pensions des retraités sont bien loin de compenser l'inflation qui les frappe.

TOUT AUGMENTE SAUF LES SALAIRES, ÇA SUFFIT !

Sous couvert de la guerre en Ukraine, la spéculation et le détournement d'argent public enrichissent les profiteurs de crise aux dépens de populations toujours plus paupérisées.

La libéralisation du marché de l'Énergie conduit à des augmentations ubuesques, jusqu'à 2000% des prix de l'électricité alors même que nous produisons une énergie à bas prix. Il faut revenir à un véritable Service Public de l'énergie répondant aux besoins des populations et aux enjeux environnementaux.

Alors que la priorité du gouvernement devrait être la sauvegarde de nos Services Publics de la santé et de l'éducation, abimés par des années de politiques libérales, il préfère s'attaquer aux droits des travailleuses et travailleurs. Les réformes des retraites et du chômage feront peser sur leurs épaules les milliards d'exonérations de cotisations accordées aux entreprises sans contreparties. Rappelons que chaque année, ce sont 175 milliards de cadeaux fiscaux et d'exonérations dont se prive l'état pour mener ses politiques publiques.

Face à l'urgence sociale et environnementale, mettons à contribution les profits pour permettre à chacune et chacun de vivre dignement.

Cela passe par :

- Une augmentation immédiate et significative des salaires, pensions et bourses d'études
- La baisse des prix des carburants et le développement d'un véritable service public des transports en taxant les superprofits et les multinationales.
- La baisse de la TVA sur les produits de première nécessité
- La fin des exonérations sociales et cadeaux fiscaux distribués sans conditionnalités sociales et environnementales
- La défense et le renforcement de nos services publics (santé, éducation...) et de notre système de protection sociale (à commencer par l'abandon des sinistres « réformes » retraite et chômage).

Cette journée d'action doit s'inscrire dans une mobilisation large et dans la durée.

Journée de grève interprofessionnelle et manifestation

Jeudi 29 septembre 2022

15h - Pl. Palais Justice - Chambéry